



COMMUNIQUE

Comité Technique Paritaire Ministériel du 18 octobre 2004 :
La CGT ne se prêtera pas à une mascarade !

Soucieux de laisser, paraît-il, son empreinte au Minefi, Nicolas Sarkozy invite les Fédérations syndicales à participer à un Comité Technique Paritaire Ministériel, ce 18 octobre afin de dresser l'état d'avancement du chantier « Bercy ensemble ».

Pour la Fédération des Finances CGT, «Bercy ensemble» se traduit par la mise en œuvre d'une politique ultra-libérale dont la dimension régressive aura rarement atteinte de tels sommets au Minefi.

«Bercy ensemble», c'est :

- ☞ La privatisation, l'externalisation de missions publiques. Des modifications profondes des conditions de mise en œuvre de ces dernières au détriment de leur efficacité sur le plan économique et social.
- ☞ La suppression massive et pluriannuelle des emplois. C'est maintenant, au nom de l'exemplarité, plus d'un non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite avec 2 210 suppressions d'emplois dans le projet de loi de finances 2005.
- ☞ La multiplication inacceptable de « plans sociaux » qui n'en sont pas (personnels des Drire, de la redevance, de l'Imprimerie Nationale...).
- ☞ Des gels et des baisses de crédits sans cesse croissants (fonctionnement, action sociale, hygiène et sécurité).
- ☞ Une contraction des réseaux avec toute une série de fermeture d'implantations administratives au détriment de la qualité du service public rendu (postes comptables à la DGCP, surveillance à la DGDDI, antennes et secteurs à la DGCCRF).
- ☞ Des droits et garanties des personnels en régression : interdiction du droit de grève à la DGDDI, application stricte du 30^{ème} indivisible au titre des prélèvements pour fait de grève...).
- ☞ L'absence de reconnaissance pécuniaire des qualifications acquises par les personnels. Pire encore, c'est l'introduction de formes de rémunération au mérite au travers notamment de la réforme de la notation des fonctionnaires et du versement d'une prime dite de «performance».

Une telle politique constitue une véritable entreprise de démolition des politiques publiques mises en œuvre par les personnels du Minefi qui sont pourtant indispensables à la satisfaction des besoins sociaux, à la construction du lien et de la cohésion sociale.

Une telle politique génère une dégradation insupportable des droits et des conditions de travail des agents.

Dans toutes les instances dans lesquelles, la Fédération des Finances CGT a été amenée à siéger, les effets dévastateurs de cette politique ont été dénoncés.

La Fédération a formulé, avec ses syndicats, toute une série de propositions pour que d'autres choix soient faits.

Le Ministre d'Etat a préféré servir d'autres intérêts. Dans ces conditions, la Fédération des Finances CGT ne participera pas au CTPM du 18 octobre dont elle considère qu'il n'y a rien à attendre.

Au-delà de cette échéance institutionnelle ponctuelle, seules l'intervention et l'action unitaires des personnels sont susceptibles de contraindre le Minefi à mettre en œuvre une autre politique.

La Fédération des Finances CGT appelle les personnels du Minefi à se mobiliser pour, dans l'unité, débattre des actions indispensables à mener pour imposer d'autres choix.

Elle prendra et assumera toutes ses responsabilités pour proposer, dans les prochains jours, un processus d'action unitaire de l'ensemble des personnels.

Montreuil, le 18 10 2004

Fédération des Finances CGT

263 rue Paris . Case 540 . 93515 Montreuil cedex . Tel : 01.48.18.82.21 . Fax : 01.48.18.82.52

Web : www.finances.cgt.fr . E-mail : finances@cgt.fr